

CGT-FO

Comment construire une recherche intégrant les dimensions environnementales dans ses préoccupations dans une démarche de responsabilisation des scientifiques vis-à-vis de la société ? Cet avis propose d'associer davantage les citoyens par la création d'espaces de dialogue destinés à établir une co-construction des programmes de recherche.

Le groupe FO s'inscrit dans la proposition de l'UNESCO de considérer la science comme un bien commun à toute l'humanité. L'accès à la culture scientifique ne peut que favoriser la compréhension et l'appropriation des enjeux sociétaux, en permettant d'envisager les risques technologiques potentiels de manière rationnelle. Pour FO, la diffusion de la culture scientifique et technique doit être assurée de la manière la plus large.

Toutefois, cette nécessaire interaction entre la science et la société ne doit en aucun cas enfermer ces deux sphères dans des dépendances réciproques. La science doit garder sa liberté d'interrogation et d'exploration car, bien des découvertes scientifiques n'ont abouti que parce que certains chercheurs se sont affranchis des morales dominantes. La société doit également conserver sa liberté d'action, les enjeux sociétaux ne s'inscrivant pas toujours dans des considérations scientifiques. Par ailleurs, pour notre groupe, la vulgarisation de la science doit être bien distincte de sa mobilisation par certains lobbies dans un objectif de légitimation de leurs influences sociales.

Ainsi, si la science de l'environnement peut effectivement éclairer l'ensemble de la société sur les enjeux des phénomènes climatiques, l'utilisation de la biomasse, la dissémination des OGM, l'impact de l'activité humaine sur les écosystèmes, etc. cet éclairage doit s'ouvrir aux controverses qui traversent la communauté scientifique de cette discipline.

L'intégration de non-professionnels dans des projets de recherche dite participative peut certes donner l'impression de renforcer l'ancrage de la science dans la vie sociale. Mais, pour le groupe FO, l'augmentation des budgets de la recherche en particulier publique, gisement de création de milliers d'emploi de hauts niveaux est plus urgente. Notre combat doit ainsi davantage cibler les politiques d'austérité qui asphyxient et précarisent le monde de la recherche.

Le groupe FO estime dangereuse la proposition de nommer des représentants de la société civile dans les instances de programmation des organismes publics qui conduirait de facto à une mise sous tutelle de la recherche. Les Comités d'éthiques et les assemblées parlementaires contribuent à l'organisation des débats publics, et si nécessaire les suscitent, dans les domaines émergents.

Pour le groupe FO, les questions sociales et les questions environnementales sont, par ailleurs, étroitement imbriquées et le défi devant nous est de penser un nouveau modèle de développement respectueux des équilibres de la nature mais aussi du bien être humain. Nous rejoignons le combat de l'OIT et pensons également que le travail décent est le moteur du développement durable.

Nous regrettons que cet avis néglige les questions sociales en occultant l'impact des politiques environnementales sur la précarisation des plus démunis. De même, la volonté d'instaurer un dialogue science-société ne peut ignorer le risque que seuls les citoyens les plus éclairés et les plus militants s'inscrivent dans cette démarche, instaurant ainsi, de fait, non pas un dialogue science-société mais un dialogue science-élites de la société.

Le groupe FO a voté pour cet avis.